COMMUNE DE SAINT-AUBIN-LE-CAUF

Département de la Seine-Maritime

=====

COMPTE-RENDU
DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 03 OCTOBRE 2022

Etaient présents : MM. et Mmes DEQUESNE, BOULIER, CHESNEL, DEBOEUF, FECHY,
LECOMTE-LEHMANN, LEPELLEY, LETOUE, TARLIE, LELIEVRE

Etaient absents : Mmes et M. LABOULLE, COURTOIS, , DOLE (pouvoir à Mme FECHY),

Secrétaire de séance : Mme LELIEVRE

I) COMPTE-RENDU DE LA REUNION PRECEDENTE

Le Conseil municipal approuve le compte-rendu de la réunion du 20 septembre 2022.

Abstention : 0
Contre : 2
Pour : 9

II) RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS DE REMPLACEMENT

22-51 Délibération de principe autorisant le recrutement d'agents contractuels de remplacement

Le Maire rappelle au Conseil municipal que les dispositions de l'article 3-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale prévoit la possibilité de recruter des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé annuel, d'un congé de maladie, de grave ou longue maladie, d'un congé de longue durée, d'un congé de maternité ou pour adoption, d'un congé parental ou d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelles, de sécurité civile ou sanitaire ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Il expose que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents non titulaires indisponibles.

Ces contrats peuvent prendre effet avant le départ de l'agent à remplacer.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

Abstention : 2

Contre : 0

Pour : 9

décide

- D'autoriser le maire à recruter des agents contractuels dans les conditions fixées par l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 précitée pour remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles.
- Il sera chargé de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil.

III)

ACHATS DIVERS

22-52 Achat de bancs, de poubelles et d'arches pour l'aménagement du chemin derrière la mairie

Monsieur le Maire rappelle que, lors de sa réunion du 3 juin 2022, le conseil municipal avait délibéré favorablement pour la création d'un chemin piétonnier derrière la mairie.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur BOULIER, président de la commission Voirie - Espaces communaux et bâtiments communaux qui s'est réunie le 29 septembre dernier.

Monsieur BOULIER explique qu'il faudrait aménager ce chemin par 2 bancs, 2 poubelles et 3 pergolas.

Le montant de la dépense global s'élève à 4 150€ HT soit 4 980€ TTC.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré

Pour : 9

Contre : 2

Abstention : 0

- Reconnaît la nécessité d'aménager le chemin piétonnier derrière la mairie
- Approuve les devis de l'entreprise ALTRAD MEFRAN pour 2 bancs et 2 poubelles d'un montant de 1 440€ HT soit 1 728€ TTC et de l'entreprise SEMERADT pour 3 pergolas d'un montant de 2 710€ HT soit 3 252€ TTC.
- Autorise le Maire à signer tout document relatif à ces achats.

VIII)

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

Madame DOLE a souhaité poser une question à la réunion de conseil : La commune va-t-elle s'équiper d'une borne de chargement pour les véhicules électriques dans un futur proche ?

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur LETOUE. Celui-ci informe le conseil municipal que le SDE76 souhaite établir un schéma directeur de développement des infrastructures de recharges ouvertes au public pour les véhicules électriques et les véhicules hybrides rechargeables sur le territoire. Une réunion aura lieu à ce sujet courant octobre 2022. Cependant, le conseil municipal s'oppose à l'installation de cet équipement sur la commune.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 h 25.

C. DEQUESNE	P. BOULIER	P. CHESNEL	D. COURTOIS ABSENT
F. DEBOEUF	M. DOLÉ POUVOIR	C. FECHY	E. LABOULLE ABSENTE
C. LECOMTE-LEHMANN	C. LELIEVRE	L. LEPELLEY	C. LETOUE
M. TARLIÉ			